

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Commonwealth : " Gabon official member "

NOTRE pays est devenu, samedi dernier, officiellement et solennellement, un membre de cette organisation intergouvernementale.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE 25 juin 2022 restera à jamais une date gravée dans les annales de la diplomatie gabonaise. Et pour cause, samedi dernier, réunis au Centre de conventions de Kigali, les chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth, solennellement et officiellement, ont admis le Gabon comme membre à part entière de cette organisation intergouvernementale.

Assurément, c'est une victoire diplomatique pour le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Lequel, on s'en souvient, le 31 décembre dernier, à l'occasion de son traditionnel discours des vœux à la Nation, avait réaffirmé "la volonté du Gabon de faire partie de la grande famille du Commonwealth".

Pour ce faire, il n'a eu de cesse de multiplier les offensives diplomatiques en direction de Londres. En s'entretenant notamment, à plusieurs reprises, dans la capitale britannique, avec le prince Charles, héritier de la Couronne, le locataire du 10 Downing Street, Boris Johnson, et la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland. Tout en opérant un rapprochement diplomatique et stratégique avec Londres sur des questions liées, entre autres, à la préservation de la biodiversité, la lutte contre les changements climatiques, la protection de l'environnement, etc. Bref, cette adhésion constitue un tournant géopolitique majeur pour notre pays (Lire ci-contre). D'autant qu'à travers elle, le Gabon intègre également la "Short list" des États membres à n'avoir pas été des territoires de l'ancien Empire britannique.

Plus que tout, elle est l'illustration de l'ambition clairement affirmée d'Ali Bongo Ondimba de diversifier les partenariats politiques, économiques, culturels et scientifiques du Gabon, à travers une diplomatie visant à étendre son champ d'influence, à conforter

sa présence sur la scène internationale, en étant au service de son développement par le biais de la mobilisation, entre autres, des ressources extérieures (Lire ci-dessous).

Pour ainsi dire, c'est un immense "champ des possibles" qui s'ouvre pour notre pays. Avec notamment, un accès à un vaste marché de 2,5 milliards de consommateurs. Des opportunités de conclure des accords bilatéraux et multilatéraux avec les autres membres. Sur le plan culturel et scientifique, des horizons plus dynamiques et diversifiés sont désormais à portée de main de la jeunesse, des artistes et autres chercheurs. C'est dire qu'au moment où le Gabon entame, à travers le Plan d'accélération de la transformation (PAT), les réformes profondes de son économie, son adhésion au Commonwealth pourrait être un facteur non négligeable de sa croissance.

En tout état de cause, dès l'officialisation de l'adhésion, le numéro un gabonais, sur son compte Twitter, a souligné que "le Gabon écrivait l'histoire. "Soixante-deux ans après son indépendance, notre pays s'appête à ouvrir un nouveau chapitre de son histoire. De nombreuses opportunités s'offrent à nous sur le plan économique, diplomatique et culturel", a-t-il relevé.

À sa suite, ce sont essentiellement quelques ténors de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) qui se sont félicités de cette "victoire diplomatique". Notamment la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda. "C'est le résultat de la vision du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et des efforts du gouvernement. Pour nous tous dans le pays, c'est un tournant historique", a-t-elle indiqué sur sa page Facebook.

Pour sa part, le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Steeve Nzegho Dieko, tout en adressant les "vives félicitations militantes et militants du

PDG au Distingué camarade président (DCP), Ali Bongo Ondimba, président de la République, pour le succès diplomatique et son leadership international", s'est d'autant plus réjoui qu'il a précisé qu' "en réussissant ce 25 juin 2022 à faire adhérer la République gabonaise au Commonwealth, organisation intergouvernementale réunie autour de la gouvernance de sa Majesté britannique, le DCP a amplifié le rayonnement du Gabon sur la scène internationale".

Présent dans la capitale rwandaise samedi dernier, le chef de la diplomatie gabonaise, Michaël Moussa Adamo, a réaffirmé la détermination du Gabon "à renforcer son partenariat avec toutes les Nations du Commonwealth (...). Pour un engagement déterminé sur tous les points essentiels tels que l'égalité des droits, la lutte contre les violences faites aux femmes, les changements climatiques, la promotion de la démocratie, la liberté d'expression, etc."

Notre pays marquera sa présence, dans deux ans, au prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth.



Photo: DR

Vue partielle des chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth

ADHESION DU GABON AU COMMONWEALTH

- **Le 11 Mai 2021** : Le chef de l'État Ali Bongo Ondimba, dans la capitale britannique, s'entretenait avec la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland QC. Au centre de cet entretien ; le processus d'adhésion à cette organisation.
- **Du 18 au 25 Octobre 2021** : Une délégation du Commonwealth conduite par son chef de département Appui électoral, Andrews Linford fera le tour des institutions de la République en mission d'évaluation de l'environnement politico-institutionnel du Gabon.
- **Le 3 Novembre 2021** : le président de la République Ali Bongo Ondimba, s'entretenait avec la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland. Au menu, la candidature du Gabon à cette organisation.
- **Le 24 Juin 2022** : Le Gabon devient membre du Commonwealth à l'issue du sommet des chefs d'État et de gouvernement à Kigali.



Source: Documentation de l'Union

©Shawen, n

ially and solemnly a



présents, samedi dernier, au Centre de Conventions de Kigali.

Un tournant majeur!

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LE Gabon, tout comme le Togo, tous deux nouveaux entrants au Commonwealth, ne sont pas les premiers pays entièrement francophones à intégrer la communauté anglophone. On en veut pour preuve leur devancier, le Rwanda.

Une intégration au Commonwealth qui a été bénéfique pour le pays des "Milles collines". Aujourd'hui, le Rwanda fait office de bon élève dans de nombreux domaines, notamment le secteur économique et, plus récemment, dans l'éducation. C'est donc un truisme d'affirmer que le pays de Paul Kagame a enregistré un saut qualitatif en intégrant le Commonwealth. Sans être dans la tête du président gabonais, Ali Bongo Ondimba, on peut penser que la trajectoire du Rwanda a motivé son désir de faire intégrer le Gabon dans ladite communauté. Lui qui a à cœur de donner un

sérieux coup de fouet à l'économie de son pays. En atteste son Plan d'accélération de la transformation (PAT).

À présent que le Gabon est membre du Commonwealth, il va de soi que les partenariats seront diversifiés (lire ci-contre). Conséquence : notre pays aura maintenant un plus grand panel d'investisseurs via la coopération bilatérale voire multilatérale entre le Gabon et l'organisation anglophone.

Autre argument accréditant la thèse du tournant majeur, l'aspect linguistique. La langue de Shakespeare sera dorénavant officielle au Gabon. On se souvient qu'il y a quelques années, le premier magistrat gabonais a souhaité instaurer l'anglais comme langue obligatoire dans les établissements scolaires. Avec l'entrée du Gabon au Commonwealth, cette décision va très certainement être ressortie des tiroirs. Pas mauvais quand on sait que l'Anglais est la langue la plus utilisée dans le commerce et autres échanges internationaux.

Des atouts à vendre

GMNN
Libreville/Gabon

LE Commonwealth joue un rôle important pour le progrès social et économique de ses membres. Les adhérents de cette organisation bénéficient des programmes de solidarité et de coopération internationale. Lesdits programmes profitant à la fois à la communauté mais, surtout, aux États membres dont l'économie est encore fragile. Pour le Gabon, l'adhésion à cette association est également une opportunité pour renforcer sa politique de diversification des partenaires économiques. En

effet, les 54 États membres (56 désormais avec le Gabon et le Togo) représentent un important marché d'importations et d'exportations. Engagée depuis une décennie dans une nouvelle dynamique de développement, celle de la diversification de son économie, Libreville pourrait, en outre, saisir cette occasion pour présenter ses atouts et, surtout, les opportunités d'affaires et d'investissements qu'elle offre dans les domaines des infrastructures, du bois, de l'agriculture, de l'énergie, des mines, du gaz, etc. Notre pays, véritablement engagé dans la lutte contre le réchauffement climatique, s'investit de plus en



Photo : Maixent Ntoutoume/L'Union

plus dans sa politique de l'économie verte, un secteur prometteur qui soutiendra l'économie

nationale dans l'après-pétrole. Cet intérêt majeur du Gabon pour l'économie verte pourrait

être un atout majeur pour attirer les investisseurs du Commonwealth dans notre pays.